

TABLEAU DE BORD ASF

L'activité des établissements de crédit spécialisés au premier trimestre 2011*

L'ASF (Association Française des Sociétés Financières) **regroupe l'ensemble des établissements de crédit spécialisés : 350 entreprises** - sociétés financières ou banques spécialisées - pour près de **300 milliards d'euros d'encours** au 31 décembre 2010, soit **environ 20% du total des crédits à l'économie**.

Les activités des membres de l'ASF sont multiples : financement des particuliers (crédit à la consommation - où les adhérents de l'ASF représentent près de 60% du total des opérations et la quasi-totalité des opérations de crédits renouvelables - et **financement du logement**), **financement des entreprises et des professionnels** (financement de l'équipement et des investissements immobiliers : **crédit-bail, mobilier et immobilier**, financements classiques à court, moyen et long terme), **services financiers** (**affacturation et cautions**), **services d'investissement** (ensemble des métiers relatifs aux titres et autres instruments financiers).

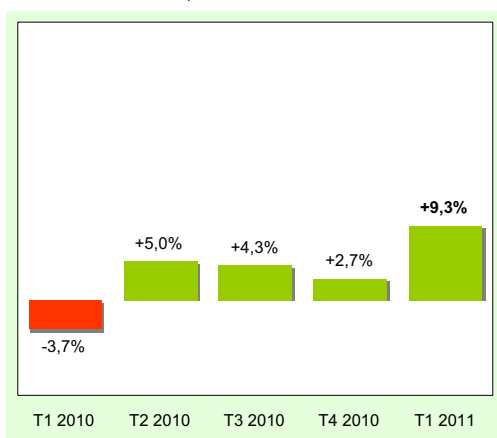
Confirmation d'une amélioration progressive de l'activité

L'évolution sur un an de la production des établissements de crédit spécialisés au premier trimestre 2011 confirme que l'activité s'améliore progressivement : la croissance est désormais revenue dans tous les secteurs, de façon plus ou moins accentuée, mais il reste encore parfois un retard sensible à combler pour retrouver les volumes d'avant-crise.

Les opérations avec les particuliers

Crédit à la consommation¹ : +9,3%

Variation annuelle de la production trimestrielle



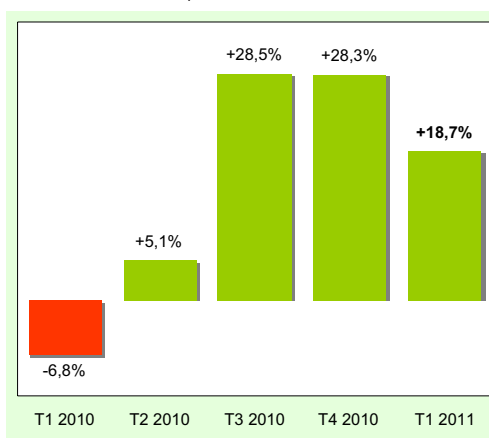
Pour les établissements spécialisés dans le crédit à la consommation, l'évolution apparaît globalement bien orientée au premier trimestre : la hausse de la production s'affermi avec une progression de +9,3% par rapport aux trois premiers mois de 2010 (après +2,7% à l'automne 2010), pour un montant de 10 Mds d'euros. Ce montant demeure cependant encore inférieur de -8% par rapport à celui réalisé au premier trimestre de 2008.

Les évolutions diffèrent selon les secteurs :

- La progression des **prêts personnels** continue d'être soutenue : la hausse est de +27,2% sur un an au premier trimestre (3 Mds d'euros), après +27,4% au quatrième trimestre 2010.
- Les **financements de voitures particulières neuves** (par crédit classique et location avec option d'achat) marquent, avec 1,7 Md d'euros, une hausse sur un an de +19,3% après une quasi-stabilité au dernier trimestre 2010. L'impact des nombreuses opérations initiées en décembre dernier, juste avant l'arrêt des mesures de soutien du marché automobile, n'a pas encore cessé de produire ses effets.
- L'atténuation du recul des **nouvelles utilisations de crédit renouvelable** se poursuit : avec 3,4 Mds d'euros, celles-ci sont en baisse de -1,5% sur un an au premier trimestre (après -5,9% à l'automne 2010).
- Les financements de **biens d'équipement du foyer** (électroménager, équipement multimédia, meubles...) se contractent de -5,9% sur un an pour les trois premiers mois de l'année après -7,1% au quatrième trimestre 2010.

Financement spécialisé du logement : +18,7%

Variation annuelle de la production trimestrielle



Après une forte poussée au second semestre 2010 (progression moyenne de +28,4% sur un an), le premier trimestre 2011 marque une **légère décélération** des opérations de financement du logement réalisées par les établissements spécialisés (crédits acquéreurs classiques et opérations du réseau des sociétés du Crédit Immobilier de France) : la hausse de la production est de +18,7% en un an à 3,6 Mds d'euros.

On rappelle que la part de ces financements spécialisés dans le total du financement du logement est de moins de 15%.

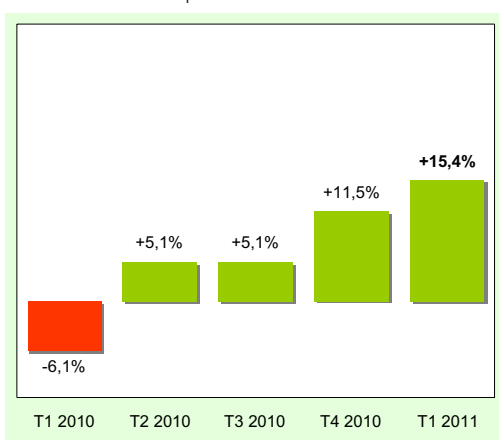
1. Chiffres définitifs.

Les opérations avec les entreprises et les professionnels

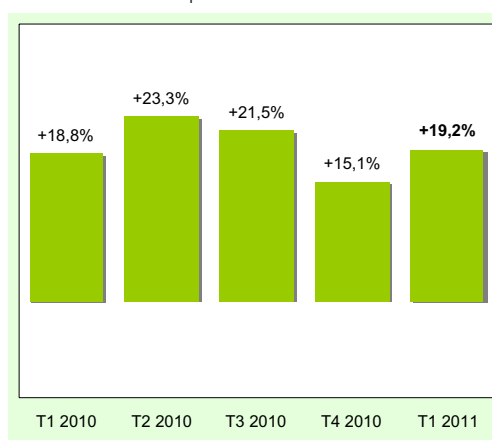
Financements locatifs d'équipement : +15,4%

Affacturation⁴ : +19,2%

Variation annuelle de la production trimestrielle



Variation annuelle de la production trimestrielle⁵



Le rythme de **progression** des opérations de **financements locatifs** des investissements d'équipement des entreprises et des professionnels² s'**accentue**. Avec **5,2 Mds d'euros**, la production est en hausse de **+15,4%** au premier trimestre 2011 par rapport à la même période de l'année précédente, après +11,5% à l'automne 2010 et +5,1% les deux trimestres précédents. On notera cependant que, malgré cette bonne orientation, l'activité des trois premiers mois de 2011 reste encore inférieure de -15% à celle du premier trimestre 2008.

Ce sont les opérations de **crédit-bail mobilier stricto sensu**³ qui enregistrent la **plus forte croissance** : **+22,7%** avec **2,6 Mds d'euros**. Les opérations de location sans option d'achat progressent de +9,4%.

Une part modeste des financements d'équipement s'effectue en outre sous forme de **crédits d'équipement classiques** : avec **0,6 Md d'euros**, ces financements se contractent sur un an de **-2,3%**.

Après un léger ralentissement en fin d'année 2010, la progression de l'activité s'accélère à nouveau pour les sociétés d'affacturation : avec **40,5 Mds d'euros**, le montant des créances prises en charge au cours du premier trimestre 2011 augmente de **+19,2%** par rapport à la même période de l'année précédente, après +15,1% le trimestre précédent.

L'**affacturation consolide ainsi sa croissance** avec un cinquième trimestre consécutif de hausse annuelle supérieure à +15%.

4. On rappelle que l'**opération d'affacturation** consiste en un transfert de créances commerciales (factures) de leur titulaire à un factor (la société d'affacturation) qui se charge d'en opérer le recouvrement et qui en garantit la bonne fin, même en cas de défaillance momentanée ou permanente du débiteur. Le factor peut régler par anticipation tout ou partie du montant des créances transférées. La technique de l'affacturation propose **trois services** : le **financement**, puisque, sans attendre l'arrivée à échéance des créances, le client peut percevoir en fonction de ses besoins, et dans des délais très courts (moins de 48 heures), tout ou partie du montant des factures transférées ; la **prévention des risques** et la garantie contre les impayés, puisque le factor propose aux entreprises de les prémunir contre tout risque de défaillance de leurs clients ; la **gestion du compte clients**, puisque le factor se charge de tous les aspects de cette gestion (tenue des comptes, identification et affectation des paiements, recouvrement amiable, pré-contentieux et contentieux des factures). Les sociétés d'affacturation, établissements de crédit spécialisés, sont toutes regroupées au sein de l'Association française des sociétés financières (ASF). Le marché français de l'affacturation se situe au deuxième rang mondial derrière le Royaume-Uni.

5. Montant des créances prises en charge dans le cadre d'un contrat d'affacturation (hors opérations de «floor plan» et de forfaitage).

2. Voitures particulières, véhicules automobiles utilitaires et industriels, matériel informatique et électronique, biens d'équipement divers.

3. Au sens de la loi du 2 juillet 1966.

Données chiffrées complètes

L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT SPECIALISES AU PREMIER TRIMESTRE 2011

(financement de l'équipement, financement du logement, affacturage)

PRODUCTION - MONTANTS EN MILLIONS D'EUROS -	1er trimestre 2010*	1er trimestre 2011	Variation 2011 / 2010
1. Equipement des entreprises et des professionnels	5 133	5 814	+13,3%
. Financements par crédit classique	614	600	-2,3%
. Financements par location de matériels	4 519	5 214	+15,4%
. Location avec option d'achat	2 475	2 978	+20,3%
. Crédit-bail mobilier (loi du 2.7.1966)	2 085	2 559	+22,7%
. Autres opérations de LOA (1) (voitures particulières)	390	419	+7,4%
. Location sans option d'achat (2) (3)	2 044	2 236	+9,4%
. Location financière	1 117	1 235	+10,6%
. Location longue durée	928	1 001	+7,9%
2. Equipement des particuliers (crédit à la consommation)	9 112	9 958	+9,3%
. Financements par crédit classique	8 533	9 342	+9,5%
. Financements affectés	2 742	2 963	+8,1%
. Financements d'automobiles	1 690	1 954	+15,6%
. Financements d'automobiles neuves	977	1 221	+24,9%
. Financements d'automobiles d'occasion	712	733	+2,9%
. Financements affectés <u>hors automobile</u>	1 052	1 009	-4,0%
. Financements de véhicules <u>hors automobile</u> (4)	151	165	+9,4%
. Amélioration de l'habitat et biens d'équipement du foyer (5)	814	765	-5,9%
. Autres biens et services	87	79	-9,5%
. Crédits renouvelables (nouvelles utilisations à crédit)	3 440	3 389	-1,5%
. Prêts personnels (y compris rachats de créances)	2 351	2 990	+27,2%
. Financements par location	580	616	+6,2%
. Location avec option d'achat	558	593	+6,3%
. Voitures particulières	454	488	+7,4%
. Autres biens (6)	104	105	+1,5%
. Location sans option d'achat (7)	22	23	+4,7%
3. Financement du logement (8)	3 010	3 574	+18,7%
4. Affacturage (9)	34 008	40 522	+19,2%

*Les chiffres concernant 2010 sont exprimés sur la base des sociétés adhérentes au 1er avril 2011. Ils tiennent compte des modifications, parfois sensibles, qui ont pu être apportées par certaines sociétés aux informations fournies l'année précédente.

(1) LOA : Location avec Option d'Achat.

(2) NB : Il s'agit de l'activité consolidée des établissements de crédit spécialisés (adhérents ASF) et des sociétés, non établissements de crédit, filiales de groupes auxquels appartiennent les adhérents ASF.

(3) Les opérations de location sans option d'achat peuvent relever de deux catégories :

- Les opérations de location financière sont des opérations sans option d'achat dans lesquelles le locataire choisit le fournisseur ainsi que le bien dont il connaît et, le cas échéant, négocie lui-même le prix. Les contrats de ce type sont conclus pour une durée irrévocable, les loyers sont indépendants de l'utilisation du matériel.

- Les opérations de longue durée sont des opérations sans option d'achat ne répondant pas aux critères définissant la location financière.

(4) Deux-roues, véhicules de loisirs, bateaux de plaisance, etc.

(5) Electroménager, équipement multimédia, meubles, etc.

(6) Bateaux de plaisance pour la quasi-totalité.

(7) Voitures particulières pour la quasi-totalité.

(8) Les chiffres du financement du logement comprennent les financements acquéreurs classiques (y compris ceux du Crédit Foncier) et l'activité de l'ensemble des sociétés du réseau du Crédit Immobilier de France.

(9) Montant des créances prises en charge. Hors opérations de "floor plan" et de forfaitage.